

## POLITISATION DU QUOTIDIEN ET RÉCUPÉRATION ALIMENTAIRE À L'ÈRE DE LA BOUFFE-MINUTE

**Marco Silvestro**

Département de sociologie, UQÀM  
Collectif d'étude sur les pratiques solidaires (CEPS)  
Membre de la cuisine collective Agite-Bouffe

Article paru dans la revue *Possibles*, vol. 32 nos 1-2, printemps 2007

*L'argent pousse pas dans les arbres,  
mais l'or pousse dans les poubelles*

- Édouard Rihouay<sup>1</sup>

J'ai été impliqué dans la récupération de surplus invendus de nourriture à partir d'août 2005, alors que je participais au 3<sup>e</sup> Campement autonome de la jeunesse québécoise<sup>2</sup>. J'avais déjà bénéficié des repas collectifs de Food not Bombs et People's Potato. Mais lors de ce 3<sup>e</sup> Campement jeunesse j'ai constaté, pendant deux semaines, que des légumes et des produits laitiers récupérés dans les poubelles ou directement chez des distributeurs pouvaient nourrir 200 personnes, trois fois par jour, et qu'en plus ce pouvait être bon. En revenant à Montréal après un été à la campagne, je me suis tout naturellement collé au groupe qui, après le campement, continuait de récupérer fruits et légumes et continuait de cuisiner collectivement, offrant un dîner gratuit par semaine aux étudiant-es de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Le collectif existait déjà sous le nom Agite-Bouffe. Depuis lors, la majorité des fruits et légumes et du pain consommés chez moi proviennent des poubelles ou des surplus récupérés directement chez les marchands.

Dans cet article je voudrais, en me basant sur ma propre expérience et sur des échanges avec d'autres récupérateurs-trices de nourriture, exposer ma compréhension de cette pratique et de la philosophie qui la sous-tend. Je vais commencer par évoquer ses origines et la situer dans le contexte québécois. Je montrerai ensuite comment « la récup' de bouffe » participe d'une conception de l'engagement politique qui se base sur un agencement entre quelques grandes

---

<sup>1</sup> Je dédie cet article à la mémoire de Édouard Rihouay (1980-2006), glaneur réjoui et réjouissant, inspirateur du titre. Je voudrais par la même occasion remercier les copains et copines qui m'ont initié et avec qui j'ai tant de plaisir à cuisiner : Mag, Jas, Ariane, Guillaume, Nancy, Véro, Denis le Poulet, Justin, Mélissa, Olivier, Julie, Jude, Blandine, Christine et toutes et tous les autres que j'oublie.

<sup>2</sup> Connue aussi comme le Campement jeunesse. Né dans la mouvance des forums sociaux de Porto Alegre, il s'agit d'un « espace de convergence non confessionnel et non partisan pour les individu-e-s et les groupes sociaux ainsi qu'un laboratoire d'expérimentation basé sur les principes d'autogestion, de responsabilisation, de solidarité, de respect environnemental, de non-discrimination. » Pour plus de détails : [www.campementjeunesse.org](http://www.campementjeunesse.org)

valeurs : la protection environnementale, la convivialité, le « do it yourself » et l'autonomie face aux grandes corporations maîtres du marché économique. L'agencement de ces valeurs donne des pratiques et des discours enracinés dans des modes de vie contestataires, ce qui illustre d'après moi l'engagement politique au quotidien qui semble devenir une constituante de l'action collective contestataire actuelle.

### **Les contours mouvants d'une pratique**

Le glanage et la récupération de nourriture ne sont pas des pratiques nouvelles. En France, par exemple, existe depuis le Moyen âge un droit de glanage qui permet à des particuliers de récolter les produits laissés dans les champs après les récoltes<sup>3</sup>. Depuis longtemps, dans les grandes villes de la planète, fouiller dans les poubelles des marchands et des distributeurs de nourriture est une pratique courante chez ceux qui disposent de peu de ressources économiques. Dans nos temps de surplus faramineux, la pratique s'est même institutionnalisée par le biais d'organismes qui reçoivent des surplus alimentaires directement des compagnies pour ensuite les distribuer à d'autres organismes qui, eux, finissent par en donner à ceux et celles qui ont faim.

Mais une pratique de survie peut-elle devenir un acte politique émancipateur si on lui donne une autre signification, si on l'appuie d'un discours sur les institutions? Dans ce cas-ci, je serais tenté de dire oui, car la récupération de nourriture est une pratique qui se rapporte, depuis au moins les années 1970, aux mouvements dits « autonomistes ». L'autonomisme, d'inspiration anarchiste et communiste, cherche à construire la société souhaitée « ici et immédiatement » (plutôt qu'après une éventuelle prise du pouvoir ou une quelconque révolution), dans des lieux autonomes de la société de consommation, du capitalisme, des rapports sociaux patriarcaux et guerriers, des normes religieuses, des partis politiques, des grandes centrales syndicales, etc. Ces mouvements se caractérisent, en milieu urbain, par le squattage de bâtiments inoccupés, la mise sur pied de centres culturels alternatifs, une culture artistique de la marge et de l'avant-garde, l'action politique radicale, un mode de vie communautaire et le glanage collectif comme mode d'alimentation. Celui-ci n'est donc pas une fin en soi, mais plutôt une façon simple d'être autonome, d'une part de l'industrie agroalimentaire et du monde du travail, d'autre part, d'un mode de vie individualiste où tout passe par l'achat et la consommation rapide. Les autonomistes, qui parfois (souvent) sont aussi des végétariens ou des végétaliens, cuisinent et se nourrissent collectivement, en passant le moins possible par les canaux capitalistes.

Ainsi le glanage est pratiqué dans plusieurs squats, appartements collectifs et autres communes en Europe. Au Québec, la récupération autonome de nourriture ne s'est jamais publicisée. Les médias de masse commencent tout juste à en parler et la majorité de la population trouve cela tout simplement dégueulasse. Seuls quelques surplus alimentaires sont canalisés par des organisations philanthropiques qui fournissent surtout des soupes populaires et quelques cuisines collectives. Si la soupe populaire est un exemple de charité chrétienne qui maintien le

---

<sup>3</sup> Selon le Petit Robert, glaner signifie « ramasser dans les champs, après la récolte (les épis qui ont échappé aux moissonneurs) ». Au Québec, ce droit n'est pas codifié et le mot glanage est peu utilisé. Les gens qui exercent le glanage urbain disent plutôt « faire de la récupération de nourriture » ou, tout simplement, « faire de la récup' ». En anglais, on utilise beaucoup *dumpster diving*, « plonger dans les conteneurs » pour parler de *food recovering*. J'utiliserai pour ma part récupération de nourriture et glanage collectif pour signifier cette pratique collective.

bénéficiaire dans la dépendance, les cuisines collectives sont au contraire une stratégie d'émancipation collective qui va de paire avec la récupération de nourriture. En effet, il n'y a pas de récupération sans transformation (rapide) de la nourriture.

La forme actuelle des cuisines collectives s'inspire largement des cantines populaires présentes depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans les milieux ouvriers. Plus près de nous, les magasins coopératifs qui ont fleuri dans les années 1970 au Québec expriment la volonté, dans un monde capitaliste, de collectiviser les achats de nourriture. Selon le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ), la première cuisine collective officielle est née dans Hochelaga-Maisonneuve en 1982. Les objectifs sont la prise en charge collective et l'autonomie alimentaire. Acheter des aliments en gros et les cuisiner collectivement réduit en effet la part du budget familial accordée à l'alimentation ainsi que le temps de travail domestique. Une autre dimension importante est celle de la socialisation : les cuisines collectives ont notamment permis à des femmes isolées de se retrouver et de s'organiser en collectif. Plus largement, la socialisation par la cuisine permet de briser la solitude, de renforcer le lien à la collectivité et de faire de l'éducation populaire sur l'alimentation. Il existe officiellement plus de 1300 cuisines collectives au Québec<sup>4</sup>. La majorité s'approvisionne par des groupes d'achats, des ententes directes avec des agriculteurs, l'auto-production ou par le biais d'organisations comme Moisson Montréal. Très peu, sinon aucune, ne pratique le glanage directement chez les grossistes ou dans les marchés.

### **La pratique autonome et alternative au Québec**

Les groupes de récupération de nourriture dont je traite se situent à la marge des cuisines collectives officielles. Leurs prises de position idéologiques sont plus radicales. La plupart se revendiquent de la mouvance anarchiste autonomiste et s'inspirent généralement des collectifs Food Not Bombs. C'est à Boston en 1980 qu'est fondé le premier de ces collectifs dont l'objectif est de nourrir gratuitement des affamés avec de la nourriture végétarienne. Cela s'inscrivait alors dans un objectif plus large : combattre la guerre, le militarisme et l'autoritarisme, se dissocier de la société de consommation et organiser des communautés urbaines saines et démocratiques. Food Not Bombs n'a ni chef ni direction : tout au plus est-ce une idée et une pratique, un *political statement* diffusé notamment par l'Internet<sup>5</sup>. L'idée, facile à reproduire, va bourgeonner et rapidement faire le tour de la planète.

Un collectif Food Not Bombs se forme à Montréal dans la première moitié des années 1990, à l'initiative de militant-es anglophones proches des mouvances anarchiste, punk et autonomiste<sup>6</sup>. L'idée voyage rapidement vers Québec et Sherbrooke où l'on retrace des collectifs appelés « De la bouffe, pas des bombes » à partir de 1995. La nourriture est récupérée dans les marchés publics, chez les grossistes et chez des boulangers sympathiques. La cuisine se fait chez des membres du collectif, la bouffe est transportée dans de grandes chaudières, souvent à bicyclette.

---

<sup>4</sup> Selon le Regroupement des cuisines collectives du Québec, [www.rccq.org](http://www.rccq.org).

<sup>5</sup> Voir [www.foodnotbombs.net](http://www.foodnotbombs.net)

<sup>6</sup> Je tire une partie de mes informations sur les collectifs de récupération de nourriture de fiches préparées par Geneviève Lambert-Pilote pour le Collectif d'étude sur l'autonomie collective (CRAC). Merci au CRAC pour cette dose de données denses...

Les repas sont distribués aux sans-abris dans des parcs, lors de spectacles, d'événements militants ou de manifestations. Depuis quinze ans, ces collectifs sont actifs épisodiquement au gré de l'initiative et de la disponibilité de ceux et celles qui les animent.

Plus récemment, au détour des années 2000, plusieurs autres collectifs inspirés par Food not Bombs se créent dans les universités et cégeps du Québec. Les plus visibles sont People's Potato, fondé en 1999 à l'Université Concordia; Dada a faim! (2002-2006) et le Collectif de Minuit (fondé en 2004), actifs à l'Université Laval; Agite-Bouffe à l'UQÀM (fondé en 2001); le Comité gratuit, fondé en 2005 au Cégep du Vieux-Montréal; à l'Université de Sherbrooke, le Comité université libre (CUL) offre, depuis l'hiver 2005, ses « bouffes solidaires »; enfin, une éphémère Food Liberation Army (FLA, 2004-05) aurait existé à Concordia. Un autre collectif, Pain, Panais et Liberté (PPL) est né, quelque part autour de 2003, au sein de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) de Montréal. Au Québec, People's Potato est le collectif autonomiste le plus organisé et le plus actif : il a réussi à obtenir de l'université un local aménagé en cuisine, il a du financement récurrent et compte plusieurs employés. Le collectif s'approvisionne chez Moisson Montréal et offre plus de 400 repas végétariens gratuits par jour. « La Patate » participe à plusieurs événements militants et est une référence dans le milieu montréalais.

Mais en dehors des institutions d'enseignement, beaucoup plus de personnes qui, souvent, vivent dans de grands appartements collectifs, utilisent le glanage comme principale source d'approvisionnement<sup>7</sup>. Ceux-là sont nombreux-ses et constituent la majorité des glaneurs et glaneuses urbains. Chaque fois que je me retrouve la tête dans les poubelles d'un marché public, je sais que je rencontrerai quelqu'un-e en train de faire pareil. Même les conteneurs de petits distributeurs alimentaires dispersés un peu partout dans Montréal sont connus.

### La contestation politique par l'alimentation autonome

Pour toutes les cuisines collectives autonomistes, le glanage, la cuisine collective et le don de repas sont des actes politiques visant à contester un état de fait : il existe d'énormes surplus de nourriture et des gens meurent quand même de faim. Les principaux objectifs sont de combattre la malnutrition, la destruction de l'environnement, les inégalités économiques et l'isolement. Ces collectifs considèrent que manger sainement est un droit humain fondamental :



« Dada a faim! ne considère pas la pauvreté comme une fatalité. Nous devons refuser de calculer nos vies en termes de profits. C'est pourquoi nous distribuons gratuitement des repas végétariens

<sup>7</sup> L'émission Enjeux de la télévision de Radio-Canada nous en a présenté deux exemples dans un reportage intitulé Génération engagée, diffusé en mars 2006 et disponible à cette adresse : [http://www.radio-canada.ca/actualite/v2/enjeux/niveau2\\_7467.shtml](http://www.radio-canada.ca/actualite/v2/enjeux/niveau2_7467.shtml).

de qualité. Parce que nous avons tous et toutes le droit de bien manger à notre faim, que nous soyons fortunés ou pas »<sup>8</sup>.

« Que ton portefeuille soit vide volontairement (refus de se faire exploiter par le travail) ou involontairement (jobine, BS, prêts et autres) T'AS LE DROIT DE MANGER! »<sup>9</sup>

« Sur fond d'analyse anarchiste, [la FLA] estime qu'idéalement, aucun individu ne devrait avoir à payer pour manger. Ce besoin primaire fondamental devrait pouvoir être assuré à tous, ce qui n'est bien souvent malheureusement pas le cas. »<sup>10</sup>

Ce droit n'est pas garanti parce que le système capitaliste s'est emparé de l'agriculture et de l'alimentation pour en faire des activités soumises à la règle du profit :

« Nous mettons de l'avant de tels projets pour contrer les corporations qui, grâce à un monopole à grande échelle, contrôlent le système de distribution alimentaire. Il faut détruire les illusions : l'industrie agro-alimentaire sème la famine sur la planète Terre. »<sup>11</sup>

« Chartwells annonce [...] qu'elle peut nous faire « épargne[r de l']argent ». Les culistes ne partagent pas les visées de Chartwells quant à la capitalisation de l'alimentation. Se nourrir étant un besoin vital, nous croyons que toute personne a droit à une alimentation saine et gratuite. Nous dénonçons donc l'Université qui est complice des coûts exorbitants de la nourriture qu'offre Chartwells [...] »<sup>12</sup>

Par la récupération de nourriture, la cuisine collective et le don de repas, on favorise l'entraide, le sens de la communauté et on assouvit un besoin primaire en dehors du système économique, à l'encontre du système dominant de production et de distribution de nourriture. Un extrait du manifeste de Pain, Panais et Liberté résume tout ça mieux que moi :

« Mettons fin au massacre! Notre collectif base sa lutte sur l'alimentation parce que c'est un besoin universel de première nécessité et que le capitalisme se l'approprie afin de soumettre la population aux diktats économiques et sociaux. Il vole les méthodes agraires ancestrales des peuples et met en danger l'équilibre écologique terrestre par son exploitation sauvage. En révolte à cette situation, PPL veut promouvoir une agriculture biologique en respect avec l'écosystème, son équilibre et sa biodiversité, lutter pour la réappropriation populaire des moyens de production alimentaire, combattre les monopoles agroalimentaires, le gaspillage et la surconsommation. »<sup>13</sup>

---

<sup>8</sup> Tiré d'un tract non daté du collectif Dada a faim!, de Québec, reproduit en partie page 4. Les tracts utilisés pour cet article comportent parfois des fautes d'orthographe, de syntaxe, des méthodes différentes de féminisation, etc. J'ai choisi de tout laisser tel quel.

<sup>9</sup> Tiré du *Petit guide de débrouille* du Comité Gratuit du Cégep du Vieux-Montréal, vers 2005. Voir reproduction en fin d'article, page 10.

<sup>10</sup> Minielle Tall, *The Food Liberation Army. Monographie exploratoire*, note de recherche inédite, Collectif d'étude des pratiques solidaires, UQAM, 2005, p. 2.

<sup>11</sup> Tiré d'un tract non daté du collectif Agite-Bouffe, de Montréal. Voir reproduction en page 7.

<sup>12</sup> Mylène Barrière et le CUL, « Pourquoi, les bouffes solidaires? », dans *Le Collectif, journal des étudiants de l'Université de Sherbrooke*, vol. 30 no 2, 25 sept. 2006.

<sup>13</sup> Tiré du manifeste de Pain, Panais et Liberté, non daté, disponible à : <http://clac.tactic.org/fr/index.php?section=8&subsection=0>.

Les collectifs de récupération de bouffe mettent aussi de l'avant des pratiques qui révèlent une volonté de lier auto-organisation, alimentation, solidarité sociale et liberté. Tous ces collectifs sont pro-féministes, antiracistes, anticapitalistes et antiautoritaires. Tous fonctionnent sur un mode autogestionnaire et pratiquent la rotation des tâches, la démocratie directe et la prise de décision par consensus. La participation est libre, l'atmosphère est conviviale, inclusive et proche de la fête. Cuisiner à partir d'aliments récupérés favorise aussi la créativité et le partage des connaissances : les menus s'élaborent au fil de la récupération et/ou de la transformation et on fait tout ce qu'on peut avec tout ce qu'on a. Ainsi, la cuisine collective est un lieu de contestation de part son existence même, comme l'exprime bien Dada a faim! dans son explication du choix de ses moyens d'action :

« 3. Organiser une cuisine collective, afin de collectiviser la préparation de la bouffe, au quotidien et dans notre propre vie. Rendre collectif ce qui demeure privé et souvent sous l'unique responsabilité des femmes, est un moyen de lutter contre le patriarcat et le capitalisme, tout à la fois... »<sup>14</sup>

De plus, certains régimes alimentaires découlent clairement de positions politiques anticapitalistes et écologistes. Pour une bonne partie des végétarien-nes et des végétalien-nes, ne pas consommer de viande et/ou de produits laitiers n'est pas une simple question de goût ou de santé. Généralement, on s'oppose au régime alimentaire basé sur la protéine de viande et au système industriel d'élevage et d'agriculture qui n'est pas écologiquement soutenable.

**« Pourquoi Dada est végé? »**

Parce que plus de gens pourraient être nourris par hectare de terre cultivé avec un régime végétarien qu'avec un régime carnivore. Pour engraisser des animaux, il faut d'abord cultiver des céréales, alors que les légumes, les céréales, les légumineuses se consomment directement. De plus, les habitudes alimentaires de notre société, basées sur la consommation de viande, encouragent « l'agrobusiness ». Les viandes produites industriellement dans ce pays sont pleines d'additifs chimiques, de médicaments, d'hormones de croissance, d'agents de conservation. »<sup>15</sup>

Dada a faim! aurait pu rajouter que l'élevage industriel est cruel envers les animaux, qu'il n'est pas soutenable écologiquement (car il faut plusieurs kilojoules d'énergie fossile et de processus chimiques pour produire un gramme de viande) et qu'il est soumis à la spéculation boursière (oui, oui). Les collectifs reprennent aussi l'argument comme quoi l'importation massive de nourriture a des coûts environnementaux et sociaux exorbitants, d'autant plus que la moitié se retrouve à la poubelle. C'est pour contrer cette logique de gaspillage de masse qu'on récupère les surplus, qu'on achète en gros des aliments biologiques et qu'on cherche globalement à se nourrir d'aliments locaux disponibles en fonction des saisons.

Tous ces collectifs autonomistes fondent leurs pratiques dans leurs prises de position politiques. La récupération n'est ainsi pas nécessairement un moyen de survie, au sens où la plupart des récupérateurs-trices politisé-es pourraient travailler et acheter de la nourriture. S'ils-elles ne le font pas, c'est par choix politique, par choix de vivre autrement. En ce sens, la récup' est un acte politique, exercé dans l'espace public et tendant à la transformation radicale des habitudes de production et de consommation agroalimentaires.


---

<sup>14</sup> Tiré du tract de Dada a faim!

<sup>15</sup> *Ibid.*

## La performance du glanage et de la transformation collective

17 heures, en février. Le marché Jean-Talon est près de fermer. Les consommateurs-trices pressés courent d'un étal à l'autre sans regarder leurs voisins. Derrière les kiosques et près des conteneurs à déchets, des gens hors-norme se rassemblent. Plusieurs femmes et hommes, souvent âgés, plutôt pauvrement vêtus, glanent individuellement en silence, tête basse, furtifs et furtives, mais sans honte. Quelques cyclistes font de même, remplissant leurs sacs à dos. J'arrive en voiture avec Mag, Guillaume, Édouard. Mag, qui a de l'entregent, va voir certain-es marchand-es avec qui elle a établi de bonnes relations : elle obtiendra plusieurs fruits et légumes « invendables » mais tout à fait comestibles. Nous visitons systématiquement les poubelles : ici une caisse de laitues un peu défraîchies, là une caisse d'orange dont le tiers est moisi mais le restant tout à fait comestible si on prend le temps de les séparer. Guillaume découvre un trésor : quelques fromages dont la date de péremption vient de passer. Je plonge dans un conteneur, des cartons et des déchets jusqu'à la taille, pour ramasser des oignons jetés dans le fond. Un homme s'approche, fouille un peu, mais n'ose manifestement pas venir me rejoindre. Il me fait signe : les oranges, là. Il ne parle pas, il ne parle jamais. Je lui donne les oranges, je lui propose des oignons, je lui signale que, là-bas, chez ce marchand qui vient de fermer, des poivrons l'attendent. Il me remercie d'un geste. Dans un autre conteneur, nous sommes trois à fouiller pendant que l'éboueur le vide par l'autre extrémité. Conciliant, il attend qu'on lui passe les cageots déjà visités. Un employé de la fruiterie nous regarde, sourire en coin, fumant tranquillement sa clope. Il nous demandera gentiment de ne pas disperser les déchets partout. Nous le savons, c'est une des premières choses que les glaneurs apprennent : soyez propres si vous ne voulez pas vous faire accueillir par une brique et un fanal. Édouard a été moins chanceux : il s'est fait engueuler par ce marchand qui trouve que nous faisons peur à sa clientèle et que nous ne sommes que des profiteurs. Ça arrive. C'est la vie. On s'en sort avec un sourire. C'est dommage car il jette beaucoup, celui-là. On reviendra tantôt.




**Agite-bouffe est un collectif non-hiérarchique, non-autoritaire et décentralisé**

Agite-bouffe est impliqué dans divers projets :

- Service solidaire de bouffe dans des activités artistiques et politiques
- Distribution de sac de fruits et de légumes bio
- Réseau de partage

Nous mettons de l'avant de tels projets pour contrer les corporations qui, grâce à un monopole à grande échelle, contrôlent le système de **distribution alimentaire**.

Il faut détruire les illusions : l'industrie agro-alimentaire sème la famine sur la planète Terre.



Tous les mercredis, 12h30, le collectif Agite-Bouffe se rencontre au local A-2480

Les « vrais » consommateurs autour de nous pressent le pas. Moi je les regarde dans les yeux, fier de ce que je fais. La plupart détournent la tête devant mes pantalons tachés et mon odeur de légume écrasé. Quand je fais ma petite récupération personnelle, au marché Atwater, les riches bourgeois bohèmes du coin me toisent d'une moue dégoûtée. Je leur offre fréquemment des laitues, des échalottes, des choux sortis directement de la poubelle. « *C'est gratuit, madame* ». Une fois sur trois, la dame accepte (les hommes me disent toujours non). Quelquefois, une plus dégourdie que les autres plonge avec moi les bras dans la poubelle. On se partage la récolte en échangeant des recettes et en devisant sur le gaspillage. Les marchand-es, qui pour la plupart donnent des surplus aux glaneurs-euses, sont d'accord avec nous : ils sont obligés de jeter parce

que les consommateurs-trices (du Marché Atwater) refusent d'acheter, même à rabais, des fèves un peu tachées, des patates difformes ou des poivrons trop...gros!

Nous rassemblons le trésor dans le coffre de la voiture. Il fait noir, il fait froid, nous sommes enthousiastes. Nous décidons que nous avons le temps de faire une petite virée au Marché central avant d'aller chercher le pain qu'une boulangerie de quartier nous donne chaque mercredi. Le Marché central, c'est le royaume du surplus et du gaspillage : des conteneurs géants remplis d'oranges, de mangues, d'ananas, de courges. La plupart du temps importés de très très loin, ces aliments sont jetés parce que les grossistes n'ont pas réussi à les vendre dans la semaine. Nous nous régaloons. Avant-dernière étape à la boulangerie (quatre grands sacs, presque quarante livres de très bon pain), puis cap sur l'UQÀM où nous déchargeons le tout dans notre « cuisine ».

Agite-Bouffe occupe un local fort mal adapté, dépourvu de robinet mais où nous disposons d'un réfrigérateur et de quelques plaques chauffantes électriques. Fondé en 2001 dans l'effervescence militante provoquée par le Sommet des Amériques et le Sommet des peuples des Amériques, le collectif est né au sein de l'Association syndicale étudiante (ASÉ) qui a elle-même émergé de la mort de l'Association générale des étudiants de quatre facultés de l'UQÀM (l'AGESSHALCUQAM). L'ASÉ, dont l'existence fut éphémère, a occupé certains locaux qui sont restés à la disposition de projets politiques autonomes, notamment Agite-Bouffe, un Comité d'action politique (CAP-UQÀM) et une *infoshop* anarchiste, L'Index et le Majeur. Pendant cinq ans, Agite-Bouffe s'organise en groupe d'affinité peu structuré. Il n'y a pas de procès-verbal, il y a très peu de réunions formelles, le nombre de participants est très variable, entre 5 et 20. Un petit noyau de militant-es assure une certaine coordination afin que la récupération et le repas hebdomadaire se fassent. Et on ne peut pas dire que ça ne fonctionne pas. Chaque jeudi, approximativement 80 repas sont fournis à partir d'une seule récupération fait la veille. Comme les membres du collectif sont toutes et tous actifs dans d'autres groupes, Agite-Bouffe sort aussi des murs de l'institution. Comme pour la plupart des autres collectifs du genre il fait parfois office de cantine militante et en ce sens se rapproche des cantines du mouvement ouvrier. Lors de ces occasions spéciales, la coordination des activités et la mobilisation des membres se fait plus active.

Ce qu'on a ramassé ce soir forme un gros tas sur la table. Lorsque nous sommes arrivés avec les premières boîtes, des copains qui traînaient là ont aidé au déchargement. Ils mangeront demain. On prend un café et on se fume un pétard en choisissant quelques pièces à rapporter à la maison. Demain matin, un autre groupe arrivera vers 10 h. Habituellement deux ou trois personnes se pointent et commencent tranquillement à élaborer un menu en complétant avec les légumineuses et les céréales certifiées biologiques que nous achetons par un groupe d'achat. D'autres arrivent peu à peu et demandent comment ils peuvent aider, si bien que souvent dix personnes tranchent et coupent et touillent en rigolant fort. Le mode de fonctionnement informel fait en sorte que ceux et celles qui participent le plus ont plus l'habitude de l'improvisation culinaire, connaissent mieux l'agencement et les ressources de cette « cuisine » et, par le fait même, exercent un certain leadership très momentané. De plus, plusieurs viennent donner un coup de main pendant quinze minutes et reviennent plus tard manger un morceau sans s'impliquer davantage. Vers midi trente, la bouffe commence à apparaître. Il y a toujours un repas végétarien chaud, profusion de pain, souvent de la soupe, des crudités, des trempettes, des fruits en salade. Entre 40 et 80 personnes en profitent. Tout le monde lave sa vaisselle, plusieurs repartent à la maison avec du pain, des

légumes, voire même quelques plats préparés. Il ne reste plus qu'à nettoyer le local. Curieusement, tout le monde a soudainement un rendez-vous urgent...

## **Les luttes pour l'autonomie alimentaire étudiante**

Tous les collectifs recensés participent d'une lutte fort importante à l'intérieur des universités, l'autonomie alimentaire étudiante ou, pour le dire autrement, ils luttent contre la colonisation des institutions d'enseignement par les multinationales de l'alimentation. Dans plusieurs universités québécoises existent en effet des contrats d'exclusivité quant à l'alimentation. La multinationale française de la bouffe-minute Sodexo<sup>16</sup> est détentrice de plusieurs contrats d'exclusivité qui empêchent les cafés étudiants autogérés d'offrir des repas chauds. À l'Université de Montréal, un contrat de dix ans a été signé en 1999 avec Pepsi pour lui assurer l'exclusivité de la vente de boissons non-alcoolisées. Coca-Cola a tenté la même chose à l'UQÀM, mais l'administration a reculé devant la grogne estudiantine.

Dans ce contexte, la nourriture offerte s'apparente à de la malbouffe : prédominance des sucres, des gras, de la friture et de la viande de mauvaise qualité. Cuisinée en énormes quantités avec l'objectif du moindre coût, cette nourriture n'est pas adaptée aux régimes alimentaires particuliers (végétarien, végétalien, hallal, casher ou tout simplement faibles en gras, sucre et sel). En plus, Sodexo a une réputation de mauvais employeur<sup>17</sup>. People's Potato est né dans un contexte où Sodexo refusait de modifier ses pratiques pour les adapter aux régimes alimentaires des étudiant-es. La Patate a dû conquérir son droit de cité. Plus récemment, à l'Université Laval le Collectif de Minuit a directement confronté l'institution en offrant de la nourriture gratuite en face de la cafétéria. Le 24 février 2005, le Collectif a été intimidé et réprimé : des marmites ont été saisies, des membres ont été brutalisé-es par les gardes de sécurité, cinq ont été arrêtées par la police. La même chose est arrivée à l'Université de Sherbrooke en octobre 2006 où le CUL a été empêché de distribuer ses repas<sup>18</sup>. Dans tous les cas, l'administration universitaire choisit la répression des étudiant-es<sup>19</sup> plutôt que de prendre sérieusement en compte leurs demandes. À l'Université Laval l'administration a même refusé de considérer la soumission en provenance des étudiants lors du concours de renouvellement des contrats d'alimentation.

---

<sup>16</sup> Sodexo Alliance est une multinationale des services alimentaires et de l'entretien ménager qui comporte de nombreuses filiales. Elle nourrit autant les forces armées étasuniennes que des écoliers français et des détenus chiliens dans des prisons privées. Présente dans 76 pays, elle déclarait en 2005 un chiffre d'affaires de 11,7 milliards d'euros. Au Québec, elle gère des cafétérias en milieu hospitalier et dans plusieurs écoles et universités (Laval, Concordia, Sherbrooke).

<sup>17</sup> Voir Jean-Michel Marsan, « Sodexo : l'indigestion », dans *Perspectives CSN*, décembre 2004, p. 12-14.

<sup>18</sup> Collectif de Minuit, « Réponse du Collectif de Minuit aux allégations du vice-recteur Godbout », dans *Impact Campus*, 8 mars 2005. David Lanneville, « Moyens de pression contre le monopole de Chartwells. Vers une percée en Sciences? », dans *Le Collectif, journal des étudiants de l'Université de Sherbrooke*, vol. 30 no 5, 6 novembre 2006. Jean-Michel Nahas, « Cafétérias universitaires », dans *Montréal Campus*, 10 novembre 2006.

<sup>19</sup> Notamment le 24 novembre 1999 à l'UQÀM où 66 personnes ont été arrêtées alors qu'elles manifestaient pour s'opposer au monopole de Coca-Cola sur la campus. Le contrat n'a finalement pas été signé, mais les 66 ont été accusé-es d'attroupement illégal et ont subi un procès.

Ces luttes s'inscrivent dans un contexte où l'entreprise privée acquiert de plus en plus de pouvoir à l'intérieur des établissements d'enseignement. Il y a un enjeu clair concernant l'autonomie des universités et des étudiant-es face à ces entreprises privées qui s'y implantent et réduisent la liberté de pensée et d'agir. Les collectifs de récupération ne sont pas les seuls acteurs de ces luttes. Plusieurs sont soutenus par des associations étudiantes.

## Conclusion : engagement politique, cohérence et mode de vie

Il m'apparaît que ces collectifs de récupération de nourriture ne sont pas que l'expression d'un mode de vie non-politisés. Les pratiques qu'ils mettent de l'avant s'ancrent dans des idéologies politiques et sont des actes concrets de contestation de plusieurs aspects des sociétés occidentales actuelles, en premier lieu le capitalisme. Participer d'un de ces collectifs illustre la performance d'une subjectivité contestataire, c'est-à-dire d'une attitude personnelle qui rompt avec les normes dominantes et qui les conteste publiquement en vivant autrement. Cette subjectivité contestataire cherche à vivre en cohérence avec ses valeurs, ce qui lui prescrit d'agir au quotidien en dépassant les normes dominantes. La récupération de nourriture est ainsi un des volets de cette contestation qui se vit au quotidien et qui s'ancre dans les rapports sociaux les moins politisés (comme l'alimentation et les actes d'achat).

On dit souvent que les jeunes sont dégoûtés de l'action politique, qu'ils ne militent plus dans les partis politiques et dans les syndicats. Si on pose ce constat, c'est qu'on regarde au mauvais endroit. Les jeunes sont engagés et militants. Ils le sont toutefois autrement que leurs parents. Se nourrir des poubelles de la société de consommation n'est certes pas un projet de société. Cependant, il permet de se soustraire des logiques capitalistes qui colonisent le monde vécu et qui transforment toutes relations sociales en transaction monétaire et chaque personne en marchandise. Sortir du carcan, se défaire des idées et des modes de vie de la société honnie est un préalable à la possibilité de penser une société solidaire, écologiste et libertaire.

**Marco SILVESTRO**  
 Montréal  
 Décembre 2006  
 papatosauere@yahoo.ca

